



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
N°71-2022

**D'opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le maire de Soucieu-en-Jarrest,

Vu la déclaration préalable présentée le 28/11/2022 par Monsieur Nicolas VALADOUX demeurant 16 impasse de la Tolonne 69510 SOUCIEU-EN-JARREST, enregistrée sous la référence DP 069 176 22 00111,

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la construction d'un mur de clôture avec portail et portillon ;
- sur un terrain situé 16 impasse de la Tolonne 69510 SOUCIEU EN JARREST ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu que le bien concerné se situe dans un lotissement dont le permis d'aménager a été accordé il y a moins de 10 ans ;

Vu le PLU de la commune qui s'applique, approuvé le 22/01/2007, avec modification le 05/10/2009 et modifications simplifiées les 23/04/2012 et du 08/07/2013, et notamment la partie 3 de l'article 11 qui régleme la construction des clôtures ;

Considérant que d'après cet article, les clôtures doivent être de conception simple :

- haies vives éventuellement doublées d'un grillage ;
- murette d'une hauteur maximale de 0,20 m surmontée d'un grillage ;
- murs pleins enduits dans le même ton que la construction principale et recouverts de couvertines ;

Considérant que la hauteur totale est limitée à **1m80 à partir du niveau du terrain naturel** ;

Considérant que le projet ne respecte pas les points du règlement précités ;

Considérant la présence d'annexes sur un des plans sans qu'il en soit fait mention dans le Cerfa (cadres 5.1 et 5.2) ;

ARRÊTE

Article unique

Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à SOUCIEU EN JARREST,

Le **2 8 DEC. 2022**

Le Maire,
Arnaud SAVOIE



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

En application du décret N°2004-112 du 12/02/2004, le pétitionnaire peut contester le refus de visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France auprès du Préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision. Le Préfet de région se prononce dans un délai de 3 mois après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites.